

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18555 - 72ÈME ANNÉE

Une loi internationale impose au monde
une nouvelle civilisation

**Entrée en vigueur de l'Accord de Paris
aujourd'hui**



Depuis 2010, la politique menée par la Région Réunion favorise l'automobile. L'Accord de Paris condamne cette politique.

C'est aujourd'hui qu'entre en vigueur l'Accord de Paris adopté lors de la COP21 au Bourget il y a moins d'un an. Respecter son objectif ambitieux suppose un changement de civilisation. La Réunion sera concernée.

L'Accord de Paris a été adopté lors de la COP21 en décembre 2015. Parmi les mesures inscrites, c'est l'engagement de limiter la hausse de la température moyenne du globe à 1,5, voire 2 degrés, au-dessus de celle qui existait dans le monde en 1850, avant que l'Occident ne commence à utiliser massivement le charbon et le pétrole pour faire croître son industrie. Les signataires se sont accordés autour de cette valeur car au-delà, les conséquences sur le climat dépasseront les prévisions les plus pessimistes.

À l'heure de l'adoption, la température moyenne avait déjà augmenté d'un degré. Cette hausse est déjà à l'origine d'importants bouleversements du climat : sécheresses, cyclones. Elle favorise la fonte des glaciers, ce qui fait monter le niveau de la mer. L'année 2016 bat tous les records établis pourtant seulement l'an passé. Cette année, la moyenne des températures se situe 1,25 degré au-dessus de la référence de l'époque préindustrielle. C'est dire l'urgence d'agir.

Rôle décisif des pays en développement

L'adoption de l'Accord de Paris avait marqué une prise de conscience. À la différence du Protocole de Kyoto, les États occidentaux, les pollueurs historiques, ne sont plus les seuls à devoir respecter des engagements chiffrés. L'Accord de Paris est un traité mondial qui impose à tous de faire des efforts significatifs. Les pays en développement n'ont pas attendu cette signature pour dépasser l'Occident en termes d'exemplarité énergétique. La Chine est ainsi devenue le leader mondial des énergies renouvelables en quelques années, alors qu'elle construisait auparavant plusieurs centrales à charbon par mois. Cette prise de conscience a été saluée à sa juste valeur. Elle a été suivie dans les actes. En effet, pour entrer en vigueur et devenir donc force de loi, l'Accord de Paris devait être ratifié par au moins 55 pays représentant 55 % des émissions de

gaz à effet de serre. Les Fidji ont ouvert le bal des signataires, en même temps que les États insulaires et la Palestine.

L'impulsion décisive est venue de la Chine qui a ratifié l'accord début septembre. Cela a amené les États-Unis à faire de même. À la veille de l'ouverture du sommet du G20 en Chine, les deux États ont présenté leurs instruments de ratification au secrétaire général de l'ONU. Ils ont été suivis peu de temps après par l'Inde. L'Union européenne a fini par faire de même le mois dernier. Les conditions de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris étaient réunies. Elle sera effective aujourd'hui, et sera annoncée par le secrétaire général de l'ONU.

La route en mer condamnée

Cela va imposer des changements radicaux. Une étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE) indique que pour limiter la hausse des températures de 2 degrés, il faudra réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Cette baisse devra correspondre à l'équivalent de 40 années de pollution créées

par les transports dans l'Union européenne. Respecter l'Accord de Paris veut donc dire abandonner rapidement l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz.

Jadis leader dans cette démarche, La Réunion fait aujourd'hui le contraire. En effet, le principal investissement est la construction d'une route en mer qui favorisera la croissance du parc automobile. Plus grave, ses promoteurs ont détourné l'argent prévu pour la construction d'un train électrique afin de lancer le chantier. Or, le changement de civilisation s'imposera dans le monde entier, La Réunion n'y échappera pas. L'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sonne comme une condamnation définitive de la route en mer voulue par Didier Robert, et soutenue par Huguette Bello et Gilbert Annette.

M.M.

Section de Saint-Andre du PCR

« Nous souhaitons le meilleur rétablissement possible à Paul Vergès »



Nous avons été informés de l'état de santé de Paul Vergès, fondateur de notre Parti. Nous tenons à lui exprimer, ici, notre fraternelle solidarité et notre sympathie.

Est-il besoin de rappeler que notre camarade Paul Vergès à qui la Réunion doit tant, continue de représenter un exemple de rigueur dans la fidélité à ses convictions et à ses principes.

Nous lui souhaitons le meilleur rétablissement possible en espérant le retrouver rapidement à nos côtés, sachant que des luttes politiques difficiles et intenses nous attendent dans les mois à venir. »

Le bureau de Section

Édito

French Blue et Air France : menace mortelle sur Air Austral

Lors de son conseil d'entreprise extraordinaire hier, Air France a annoncé le lancement d'une nouvelle compagnie. Si officiellement elle n'est pas une low-cost long courrier, l'objectif affiché y ressemble fortement. Le but de cette future filiale est de proposer des billets d'avion moins chers sur les lignes où Air France perd de l'argent, ou que la compagnie française prévoit de fermer. Cette annonce ne sera pas sans conséquence pour La Réunion.

En effet, l'arrivée de French Blue sur la ligne entre La Réunion et Paris est en train de tout bouleverser. En appliquant le concept inventé par Air Austral et Airbus mais refusé par la direction d'Air Austral mise en place par Didier Robert, French Blue met en vente des billets d'avion beaucoup moins cher que ses concurrents. La desserte sera quotidienne, à bord d'avions ultra-modernes, des Airbus A350, qui permettront un coût d'exploitation moins élevé. Il est donc clair que les vols quotidiens de la filiale d'Air Caraïbes vont prendre des clients à la concurrence. Corsair a annoncé vouloir aligner ses tarifs. Air France devra faire de même. Hier, elle a annoncé sa riposte.

La seule compagnie qui ne dispose pas de ces marges de manœuvre est Air Austral. Elle vient d'obtenir d'importantes aides publiques. C'est tout d'abord une augmentation de capital de 54 millions d'euros. Elle sera supportée par les contribuables réunionnais, car les actionnaires sont essentiellement des collectivités. C'est ensuite un cadeau fiscal de plus de 25 millions, qui sera financé par les contribuables français. Mais cette somme considérable risque de ne pas peser lourd quand French Blue se posera à La

Réunion l'année prochaine et quand Air France déploiera sa filiale à bas prix au début de l'année suivante. Se posera alors la question de la survie d'Air Austral sur la ligne entre La Réunion et Paris, car d'autres concurrents frappent à la porte. Norwegian, compagnie low-cost long-courrier, s'est lancé à l'assaut des Antilles. La Réunion et les millions d'euros offerts par la Région Réunion pour subventionner les transporteurs au nom de la « continuité territoriale » ne doit pas laisser insensible ce spécialiste des vols à bas prix.

L'arrivée des compagnies low-cost long courrier à La Réunion fait peser une menace mortelle sur Air Austral. Car sa mise à l'écart de la liaison intercontinentale avec l'Europe ne peut que se traduire que par la suppression de nombreux emplois. Le repli vers les lignes régionales est en effet compromis par l'arrivée de Corsair sur la liaison La Réunion-Mayotte, où Air Austral détenait jusqu'à présent un monopole.

Cela permet de mesurer la responsabilité de ceux qui ont choisi de placer Didier Robert à la tête de la Région Réunion, car sa politique ne pouvait que stopper le projet d'Airbus A380 porté par Air Austral. Or cet avion permettait de faire baisser de 30 % le prix des billets d'avion pour tout le monde, toute l'année et sans subvention. Il serait déjà en service et aurait donc permis à Air Austral d'anticiper de plusieurs années la concurrence des compagnies low-cost long courrier. Cela aurait permis de renforcer la position d'Air Austral face à ses concurrents. Au lieu de cela, le choix d'une autre stratégie fragilise cette entreprise qui est considérée comme un fleuron de l'économie réunionnaise.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Jean-Christophe Cambadélis tente de mobiliser pour la présidentielle

Au terme d'une visite de deux jours, Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste, a tenu une conférence de presse faisant le bilan de son séjour. Une autre membre de la direction parisienne était présente à cette rencontre avec la presse : Corinne Narassiguin, porte-parole nationale.

Pour le Parti socialiste, l'élection présidentielle et les législatives sont loin d'être jouées. C'est un des messages de son Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, au terme d'une visite de deux jours à La Réunion. Il estime que « rien n'est sur la table ». « Nous ne connaissons pas le candidat de la droite, ni celui de la gauche, et s'il y aura un candidat unique à l'extrême gauche ». Et de préciser qu'« à partir des candidats et des programmes, nous pourrions juger qui peut l'emporter ».

Le PS prépare des ateliers spécifiques, « un projet pour La Réunion, un pour Mayotte ».

Il déplore qu'il existe en France, « une des gauches les plus irresponsables de la planète, car consciente du programme violent de la droite, qui sait que l'extrême droite est à 30 %, mais elle reste divisée ». D'où un appel à l'union. Il estime qu'il n'y a pas de « désir de droite », mais « une volonté de voir une France nouvelle plus décentralisatrice, capable de répondre aux problèmes concrets des concitoyens ».

Philippe Le Constant, Premier secrétaire de la Fédération socialiste de La Réunion, indique que pendant sa visite, le dirigeant du PS a rencontré la direction de la Fédération, les militants, divers partis de gauche, des associations œuvrant pour l'insertion, un groupe d'environ 90 chefs d'entreprise. Les socialistes précisent qu'en raison d'une demande tardive, il n'ont pu rencon-

trer deux syndicats qui étaient prêts à discuter avec leur responsable, il s'agit de la CFDT et de l'UNSA. La CGTR a refusé la rencontre, à cause de la Loi Travail. Quant au Progrès, Philippe Le Constant indique qu'il a été contacté, sans qu'un échange puisse avoir lieu avec la direction parisienne du PS, en précisant que « notre main reste tendue ».

Rencontre avec le PCR

Jean-Christophe Cambadélis a fait un compte-rendu de sa rencontre avec le PCR : « je les crois très critiques et très conscients. Ils sont critiques sur la politique gouvernementale », a-t-il dit. Ils ont aussi fait part de « critiques réaffirmées assez fraternellement ». Il a jugé les dirigeants communistes « étonnamment conscients des risques du retour de la droite ». « Nous avons convergé sur un certain nombre de questions » relatives au programme de l'opposition parlementaire : « budget, emploi aidés, attaques contre la Fonction publique territoriale ». Autrement dit, les communistes sont « très conscients de ce qui pourrait venir ».

Pour le dirigeant du PS, le PCR a « un choix à faire entre ses critiques et ce qu'ils ne veulent pas voir venir ». Il indique aussi que le PCR veut connaître les propositions du PS. Jean-Christophe Cambadélis dit avoir demandé au PCR de présenter ses propositions pour La Réunion

« pour que l'on puisse avoir un débat de fond entre nos formations politiques ». Et de préciser : « il faut purger les difficultés, comprendre pourquoi nous ne sommes pas d'accord ».

Le PS cible Alain Juppé

Concernant la décentralisation, Jean-Christophe Cambadélis note qu'il faut « aller plus loin. Il faut ouvrir des perspectives, tirer le bilan de ce qui a été fait, lever les blocages ».

Après avoir tiré un « enseignement extrêmement positif » de l'accueil fait à La Réunion du projet de loi sur l'égalité réelle, le Premier secrétaire du PS a conclu sa conférence de presse en multipliant les critiques à l'égard du programme d'Alain Juppé, jugé, « plus dur que Nicolas Sarkozy sur un certain nombre de mesures ». Je m'insurge contre la méthode Juppé, droit dans ses bottes. Au lendemain de l'élection on fera passer les lois par ordonnance. Alain Juppé estime qu'au bout de deux mandats, il remettra les syndicalistes au travail ».

Retrouvez nos commentaires dans l'édition de demain.

M.M.

In kozman pou la rout

« Prékosyon i suiye son f... avan kk ! »

La pa in kozman boush sal sa. Sa in drol de kozman é si mi suiv sak nana dann z'ot tête, sèrami léktèr, mi trouv zot i pans moin l'après gougardé. In n'afèr konmsa lé pa posib. Pa posib ? Zot i koné nana d'moun i suiye lo linète kabiné kan zot lé dann in l'androi étranj. Zot i konpran in n'afèr konmsa ? Lé pou évite ramas mikrob. Donk sé in bon prékosyon. Mé kosa zot i diré d'in moun i mète in nap siré dsi son tab é avansa i mète in nap karoutshou pou anpèsh lo nap siré glisé. Aprés a i mète in nap la toil dsi lo nap siré. Aprés a ancor i mète dsou pla. Kosa zot i diré dsa ? Kat koush avan i ariv lo zasyète. Zot i diré lo myé sé l'énmi lo bien. Moin mi diré mon libèrté i fini l'androi sète lé z'ot i komans é si in pé i pous z'ot roiyome loin é pliské loin, ébin lé zot, zot i pé pans i fatig in pé tro z'ot tété. Alé ! Ni artrouv pli dvan si pétadyé.

Billet philosophique

Plus on se donne la main, plus on avance

Pour réfléchir sur la meilleure façon de relever les défis de notre société, nous allons vous parler en quelques mots de 9 rencontres culturelles organisées ces derniers jours par divers partenaires institutionnels et associatifs, dont il y a au moins un enseignement essentiel à retenir.

1) Le jeudi 27 octobre, à la médiathèque Benoîte Boulard du Port, Jean Viracaoundin, président du Cercle Philosophique Réunionnais, a animé des échanges sur cette pensée du philosophe Aristophane: «Éduquer ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu». Autrement dit, nous devons nous former pour transformer notre pensée, notre relation au monde et aux autres.

2) Le vendredi 28 à la mairie de Saint-Denis, l'association Miaro a organisé une conférence-débat avec Élyette Rasendrasirofo, Charlotte Rabesahala, Christian Fontaine et Jean-Claude Legros sur le 120^e anniversaire de la colonisation de Madagascar, avec de l'animation musicale des groupes Vetso et Zamba. Une occasion de rappeler les épreuves pénibles vécues par ce peuple frère de l'Indianocéanie durant la période coloniale, parfois avec la complicité d'élus réunionnais avec l'État français, ainsi que les combats menés par les Malgaches pour libérer leur pays, parfois avec le soutien de Réunionnais solidaires.

3) Le même soir au théâtre dionysien du Grand-Marché, l'Équipe Mobile des Soins Palliatifs de l'hôpital Félix Guyon et l'association des accompagnants bénévoles ASP-PNR ont offert un "Spectacle clown philosophique et poétique" avec Sandra Meunier. L'actrice a raconté avec un talent admirable «des histoires vécues en soins palliatifs» en plaidant avec force pour l'amour, la bonté, l'empathie et le «sourire pour le bonheur», sinon «rien ne va sur terre».

4) Le samedi 29 au MOCA (Montgaillard), l'Amicale des Amis de l'Afrique, présidée par Samuel Mouen, a organisé un forum sur l'histoire du peuple réunionnais, auquel ont participé plus de 200 personnes et de nombreux artistes réunionnais — aux ancêtres de toutes origines — ayant illustré la richesse de la diversité culturelle de notre peuple. C'est pourquoi, comme cela est dit dans le compte-

rendu, Maurice Gironcel, dirigeant du PCR, a «exhorté les Réunionnais à lever la tête pour plus d'égalité, prendre nos responsabilités à La Réunion, pour un meilleur avenir».

5) Le même jour en fin d'après-midi, l'Espace Culturel et Social du Koyil de Saint-Denis, présidé par Daniel Miniépoullé, a animé dans la mairie de la capitale une conférence sur "les enjeux spirituels dans notre société moderne" avec des intervenants très intéressants: le Swami Adwayananda, responsable de l'ashram du Port; le Père Pascal Zeng, curé de la paroisse de la Délivrance; Fatma Satsou, présidente de l'École Internationale Soufie de La Réunion; Brahmachari Ishan, responsable de l'Ashram Chinmaya Mission de Quartier Français; l'écrivain Omar Issop-Banian; Mgr Gilbert Aubry, évêque catholique de La Réunion depuis 40 ans. Toutes ces personnalités ont exprimé avec pertinence la nécessité de mettre notre esprit en faveur de la «prise de conscience de nos responsabilités pour cultiver les valeurs d'unité et de solidarité», comme l'a dit le grand penseur hindouiste portois.

6) Le lendemain en début de matinée au Barachois, les communistes dionysiens ont organisé une belle rencontre publique pour faire connaître les combats menés depuis plus de 50 ans par le PCR et son journal "Témoignages" — notamment grâce à des militants exemplaires et modestes comme Georges Gauvin (dit Justin) — pour la valorisation de la langue créole et de l'histoire de La Réunion.

7) En fin de matinée le même jour, le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement à La Réunion (CCEE), présidé par Roger Ramchetty, a présenté une nouvelle étape du travail excellent accompli par son équipe depuis au moins 5 ans sur la graphie de la langue créole réunionnaise. Ce travail est traduit dans un document très intéressant, intitulé "Lékritir kréol La Rényon", qui est «une synthèse pour une écriture fonctionnelle du créole réunionnais», et auquel ont contribué divers

militants culturels, écrivains, enseignants et autres chercheurs, tous unis pour promouvoir un des trésors de notre peuple.

8) Le dimanche 30 octobre, une cérémonie émouvante et porteuse d'espoir pour l'avenir nout péi s'est déroulée dans le cimetière du Père Lafosse devant la stèle inaugurée en 2009 par Paul Vergès en hommage aux ancêtres esclaves sans sépulture. Lors de cette cérémonie, Yvan Dejean, dirigeant du PCR, et Patrick Malet, maire de Saint-Louis, ont lancé des appels à l'union du peuple réunionnais pour décoloniser son pays.

9) Enfin, nous citerons le philosophe Jean Lombard, qui a animé une conférence le lundi 31 octobre à Saint-Denis à l'invitation des Amis de l'Université sur la philosophie de la négation, où il a notamment expliqué pourquoi il est important de «voir comment la recherche de la vérité passe souvent par l'insoumission, la dissidence, la subversion et toutes les autres formes de refus sur lesquelles se construisent le travail de la raison et l'histoire des peuples».

S'il y a donc un enseignement — parmi d'autres — à tirer de tous ces événements passionnants et riches en perspectives c'est au moins celui-ci: face aux divisions et trahisons qui pèsent lourd sur notre peuple, plus on se donne la main, plus on avance.

Roger Orlu

Oté

Lo l'ékrivin piblik ? In n'afèr moin la konète pou vréman

Dann mon jene tan moin la konète bann z'ékrivin piblik. I fo dir osi, dann tan-la, l'avé poin in bonpé d'moun téi koné fé in lète kisoï in lète pou l'administrasyon, kisoï in lète pou in partikilyé, konm in domann an maryaz, kisoï ankor sak i pé apèl in lète d'afer. L'avé osi in pé téi fé bann lète pou dénonns d'ot moun é sa lété pa lo méyèr rol pou in l'ékrivin piblik.

Pou kosa mi di sa ? Pars in moun té kapab fé in lète téi pé amenn lo bonèr dann in kaz, mé téi pé aport lo malèr galman. L'èr-la lété bann z'ékrivin piblik ké lété vizé par d'moun. Pou kosa ? Lé sinp, pars zot tousèl i koné tras inn-dé mo dsi in papyé é anplis ké sa, konm i di dann tan, téi arondi bien la batard, fé lo plin épi lo délyé, maziskil épi miniskil. Si tèlman bien trasé ké sak téi lir té i donn l'idé d'in n'afèr vré pou vréman.

Mi souvien, in zour, dann in maryaz la famiy la maryé la gingn in lète té i di konm de koi lo nouvo maryé l'avé fé in z'anfan avèk in n'ot fiy. Mi rakont pa zot lo déga ké lète-la la fé é koman la soiré la mal spasé... Poitan sak mi ansouvien sé plito bann lète domann an maryaz, sannsa bann lète z'amouré. Sanm pou moin, lo moun té i ékri sa, zot l'avé konm dan l'idé zot téi fé ariv in gayer l'évènman. I diré, pou zot, zot l'avé z'ot par dann lo bonèr bann famiy.

Mi souvien bien dsi l'anvlop téi ékri lo kat lète : fpmb, téi vé dir fermé par mil bézé . Mi souvien galman, lo kor d'lète téi koman par : « je prends ma plume pour te donner de mes nouvelles qui sont bonnes » é té i fini par : « si ton kèr èm mon kèr konm mon kèr èm ton kèr, nout dé kèr féron k'in sèl épi mèm kèr »... Koman zot i trouv sa ? Mi koné pa, mé pou moin, sa lété konm lo pli zoli mo ké demoun l'avé pou ékri é pou lir an mèm tan.

Zordi koman sa i éspas ? Mi pans pa pou toulmoun parèy, mé mi pans pa sé in pèryod fini pasé - in tan dépasé !- pars malorèzman, zordi ankor, nana plis san mil pèrsone lé pa vréman kapab fèr in modékri. L'èkrivin piblik, moin la bien konète, mé mi pans zordi la pa vréman in métyé la fine disparèt konplètman... Pou lo méyèr, konm pou lo pir.

Justin